



La guerre contre le Venezuela emploie aussi les réseaux sociaux comme une arme

Par [Odette Diaz Fumero](#)

Mondialisation.ca, 01 mai 2019

[Prensa Latina](#) 26 avril 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#)

Analyses: ["Putsch" au Venezuela](#)

La fabrication incessante sur les réseaux sociaux de fausses informations concernant le Venezuela répond à une volonté politique bien définie : augmenter -à partir des États-Unis- les justifications nécessaires qui permettront ensuite de réclamer une intervention militaire contre Caracas.

L'agressivité verbale de la droite pour diaboliser le Gouvernement légitime du Venezuela va de pair avec l'intensification de la manipulation médiatique. Elles ne peuvent pas exister l'une sans l'autre.

Les informations mensongères comme arme de guerre au niveau planétaire sont actuellement utilisées par Washington pour élaborer un discours qui lui permettra d'appliquer des mesures fortes, que se soient des sanctions financières ou judiciaires, ou encore une ingérence plus poussée dans les affaires internes d'un pays.

Il ne faut pas oublier que c'est à partir de « fake news » ou fausses nouvelles, comme par exemple les soi-disant « bombardements » de la Place Verte de Tripoli, en Libye, bombardements que l'on mis sur le dos du « régime » de Muhamad el Khadafi, ou, autre exemple, les « armes de destruction massive » en Iraq, ou, encore, l' « attaque chimique » de Al Assad en Syrie, que la Maison Blanche a pu justifier son intervention dans ces pays et se présenter en « maître du monde qui vient restaurer la paix ».

Tous ces indices préparant une intervention militaire sont présents dans le scénario qui est en train de se mettre en place au Venezuela. Pour le moment, l'objectif de Washington est de mettre en évidence - par des moyens non-conventionnels - la dangerosité de l'Exécutif bolivarien de Caracas et montrer qu'il y a urgence à « changer de régime ».

Le harcèlement que ce discours fait subir au Venezuela n'est pas, évidemment, une nouveauté : il fait partie de l'arsenal médiatique et politique global qui sert à imposer aux yeux du public l'image d'un « État en pleine déconfiture » qui s'appuie sur le « terrorisme d'État » comme voudraient le prouver les fausses nouvelles se faisant l'écho de tortures et de persécutions contre l'opposition.

Internet, lieu privilégié des États-Unis pour fomenter des coups d'État

Les critiques virulentes des présidents nord-américains contre le Venezuela - d'abord celles de Barack Obama, puis celles de Donald Trump- ainsi que celles d'autres acteurs politiques comme le sénateur Marco Rubio, ne sont pas un virus qui finira par l'emporter, que ces hommes parviennent ou non à leurs fins.

Ces divers personnages sont les architectes du système de sécurité nationale des États-Unis. Pour eux, Internet est une arme privilégiée pour atteindre les buts fixés par le Gouvernement de leur pays. Leurs opérations pour influencer l'opinion publique ne sont pas des attaques à courte vue contre l'ennemi du moment. Une enquête réalisée par le site web « Mission Vérité », révèle que le Département de la Défense des États-Unis a créé le programme « Réseaux Sociaux et Communication Stratégique » dans un double but :

« identifier et neutraliser les campagnes de désinformation et tromper l'ennemi par de fausses informations afin de réduire la capacité de l'adversaire à manipuler l'outil informatique ».

Ce projet, conçu en 2011 et terminé – semble-t-il – en 2015 après avoir essuyé une vague de critiques – fait l'objet d'analyses approfondies de la part des spécialistes en la matière qui assurent que les structures de ce programme fonctionnent à plein, comme à l'époque de sa création.

Cependant, ces outils conçus par le Pentagone datent d'avant la mise en action du « Centre de Communications Stratégiques Contre le Terrorisme » (CSCC), qui, lui, utilise ouvertement Internet comme mécanisme pour neutraliser la « propagande ennemie ».

Selon les propres mots de son fondateur, Richard LeBaron – ambassadeur à la retraite – : « le CSCC utilise les connaissances de la diplomatie pour influencer les réseaux sociaux tout comme les équipes SEAL (les Forces Spéciales de la Marine de Guerre) se spécialisent en actions contre-terroristes au niveau tactique ».

Le Centre compte trois équipes pluridisciplinaires : Renseignement et Analyse, Plans et Opérations, et Digital Outreach Team, l'équipe chargée de la planification, de l'élaboration et de l'exécution des campagnes graphiques et de leur suivi.

LeBaron a, à plusieurs reprises, insisté sur le fait que, grâce à Twitter, la capacité d'interaction des experts de cette dernière équipe peut se faire pratiquement en temps réel et parvient à s'immiscer profondément dans les conversations entre « extrémistes » aux quatre coins de la planète.

« Nos combattants sont des guerriers cybernétiques professionnels employés par le Gouvernement des États-Unis ou recrutés dans des pays tiers. De plus, ce sont des guérilleros passionnés par leur travail et qui poursuivent des objectifs définis avec une précision toute militaire et des outils spécialisés ». Telle est la définition que LeBaron lui-même a donné de son équipe de travail.

Ces réseaux opèrent à plein dans le cas du Venezuela : leurs campagnes sont d'abord perçues comme une sorte de chaos organique engendré par des « mordus » de l'Internet, quand, en réalité, il s'agit d'opérations soutenues ou même dirigées par des organismes d'État et des institutions dont la hiérarchie perpendiculaire, du haut vers le bas, est fermement établie et respectée.

Le Venezuela : cible des « fake news »

Face à ces mécanismes de siège technologique, le mouvement « Connectés au Venezuela » a réalisé une étude pour savoir comment est vue la réalité nationale à l'extérieur du pays. À ce jour plus de trois mille 600 fausses informations ont déjà été recensées concernant le Venezuela.

Le manager de ce média social, Erick Lozano, a mis en garde contre la stratégie qui est mise en place par les réseaux sociaux afin de créer une idée générale négative au sujet de la vie quotidienne des gens au Venezuela, le but final étant de justifier l'argument de la dite « crise humanitaire » que l'opposition de droite est en train de créer elle-même de toutes pièces.

À ce sujet, il ressort que les « fake news » sont devenues un phénomène planétaire en raison de leurs retombées économiques et, explique Erick Lozano, les visualisations et les clips des utilisateurs de portails digitaux engendrent de très importants bénéfices, raison suffisante pour que les corporations possédant ces sites n'hésitent pas à mettre en ligne des informations qui sont parfois bien loin de la réalité.

Avec la campagne de la droite locale, encouragée par l'administration Trump, et dont l'objectif est de renverser le président de la République, Nicolás Maduro, l'un des principaux montages imaginés au début de cette année fut l'incendie des camions qui étaient censés apporter de l'aide humanitaire et devaient traverser le 23 février la frontière entre la

Colombie et le Venezuela.

Le but de cet incendie était d'en faire rejaillir la responsabilité sur les autorités de Caracas et la Garde Nationale Bolivarienne, ce qui aurait justifié un coup d'État que Washington se serait empressé d'encourager.

Ce show médiatique, conçu par les équipes de « guerriers informatiques » dans leurs bureaux nord-américains, trouva sa concrétisation sur le territoire colombien de Cúcuta, preuve, s'il en est besoin, que les réseaux sociaux ne sont pas exactement des endroits de joutes théoriques.

Ce sont les États-Unis qui dirigèrent cette campagne. Ce faisant, ils se mirent en marge des règles traditionnelles régissant les médias. Plus encore : ils opérèrent contre les propres normes des plateformes sociales et même, peut-on dire, contre le minimum de principes de base dont devraient faire preuve les hommes politiques et les parlements du monde entier. Cette utilisation des « fake news » contre le Venezuela, suppose non seulement la corruption d'hommes politiques qui n'hésitent pas un instant à employer le mensonge pour parvenir à leurs fins, mais elle nous fait également voir comment une désinformation planifiée à l'avance est utilisée pour allumer la mèche qui déclenchera la guerre, les incendiaires étant ceux qui ont tout intérêt à produire les réactions politiques qui leur conviennent et qui, pour ce faire, sont prêts à créer la zizanie dans le monde virtuel. Et dans le monde réel aussi.

Odette Diaz Fumero

Source : [Guerra contra Venezuela, también desde las redes sociales](#), Prensa Latina, le 26 avril 2019

Source de la traduction : [Investig'Action](#)

La source originale de cet article est [Prensa Latina](#)

Copyright © [Odette Diaz Fumero](#), [Prensa Latina](#), 2019

Articles Par : [Odette Diaz Fumero](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca